

## Protection de l'enfant face à la maltraitance et aux abus sexuels

### Deux succès socialistes

Josiane Aubert  
Conseillère nationale

Une étude publiée en décembre 2008 par la revue médicale *The Lancet* souligne que près d'un enfant sur dix est victime chaque année de mauvais traitements dans les pays à revenus élevés (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande et Japon).

Selon l'OMS, la maltraitance infantile, si elle est dans tous les cas composée d'une souffrance psychologique, s'entend de toutes les formes de mauvais traitements physiques et/ou affectifs, de sévices sexuels, de carences de soin ou encore d'exploitation commerciale. Les conséquences de la maltraitance infantile sont graves et durables sur la santé de l'enfant, son développement physique et psychologique, voire même pour sa survie.

Le silence qui prévaut encore largement alourdi encore la souffrance des enfants victimes de maltraitements, qui portent cette souffrance souvent jusque dans leur vie d'adulte, sans réussir à se construire. L'initiative populaire « Pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie enfantine » acceptée par le peuple suisse en novembre 2008 a révélé l'importance de reconnaître rapidement les cas de maltraitance ou d'abus sexuels afin de rompre précocement le cercle vicieux en préservant et en apportant l'aide nécessaire à l'enfant concerné. Durant la campagne liée à cette initiative, j'ai été très frappée par les témoignages de victimes qui parlaient enfin, après des décennies de silence. En favorisant la prévention, on diminuera à l'avenir le nombre de personnes dans ce genre de situation.

La maltraitance des enfants est un problème complexe de santé publique, qui se situe à l'intersection de différents champs (médical, social, mais aussi juridique, psychologique, etc.). Le domaine politique a également un rôle important à jouer, en posant le cadre législatif et en apportant des soutiens aux différents milieux concernés, que ce soit pour la prévention de maltraitements des enfants ou pour les soins à apporter aux mineurs victimes de maltraitance.

Au niveau politique, en Suisse, des socialistes s'engagent pour la prévention de la maltraitance des mineurs en instaurant, notamment, une mesure de prévention qui fait ses preuves : **la détection précoce par le signalement obligatoire.**

Dans le canton de Vaud, notre camarade Conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon a veillé à renforcer l'efficacité de la Loi sur la protection des mineurs (LProMin) en introduisant l'obligation faite à toute personne en charge d'une fonction auprès de mineurs de signaler à l'autorité compétente toute situation avérée ou présumée de maltraitance de mineurs (Art. 26). En cas de manquement à ce devoir, des sanctions sont prévues (Art. 62).

Dans le cadre de mon mandat au Conseil national, j'ai déposé une motion qui vise à modifier la législation fédérale de manière à généraliser les dispositions vaudoises dans l'ensemble des cantons suisses. Comme enseignante, j'ai été confrontée à des cas suspects et il n'était pas facile de savoir comment agir. La loi vaudoise a donné un mode d'emploi. Les enfants sont en effet en contact avec de nombreux adultes, enseignants, moniteurs sportifs, professionnels de la santé, ecclésiastiques, éducateurs, travailleurs sociaux, logopédistes, médiateurs, etc. Face à un enfant en situation de présomption de maltraitance ou d'abus sexuels, le signalement auprès du service de protection de l'enfance doit s'imposer.

Les Chambres fédérales ont adopté ma motion en novembre 2010 puis en mars 2011, mais avec une **exception** concernant les situations où le secret médical prévaut. Même si les médecins sont aux premières loges pour détecter et signaler les cas de maltraitance de mineurs, je peux comprendre l'importance du secret médical qui serait mis en péril par l'obligation de signalement ; cette question devra être débattue lorsque le Conseil fédéral présentera la modification de loi au Parlement. Par contre, je n'accepterai pas une telle exception pour les milieux ecclésiastiques. La

loi vaudoise impose quant à elle explicitement l'obligation de signalement également aux autorités ecclésiastiques et aux professionnels de la santé, ce qui ne s'avère pas problématique à ce jour.

Reste maintenant au Département fédéral de justice et police (DFJP) d'introduire cette obligation de signalement dans la législation concernée. La pratique unifiée qui en résultera permettra de lutter efficacement contre la maltraitance et les abus sexuels dont sont encore et toujours victimes trop d'enfants dans notre pays.

Article paru dans « Points forts » mensuel du PSV, avril 2011